

Index AI : PRE01/337/2011  
05 July 2011

## **Le gouvernement macédonien doit arrêter de museler les médias qui le critiquent**

Les autorités macédoniennes doivent cesser d'essayer d'anéantir la liberté d'expression, a déclaré Amnesty International mardi 5 juillet après que trois journaux nationaux eurent été forcés à suspendre leurs activités.

Les publications *Shpic*, *Vreme* et *Koha e re*, qui appartiennent à Velija Ramkovski, magnat des médias, ont dû mettre la clé sous la porte au cours du weekend des 2 et 3 juillet ; la raison officielle de cette mesure est le non-paiement de taxes exigées par le gouvernement.

« Ces fermetures, les montants demandés et les conditions de paiement semblent motivés par des considérations politiques », a déclaré Nicola Duckworth, directrice du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

« Ceci n'est pas un cas isolé mais le dernier épisode en date d'un affrontement entre les autorités et les médias critiques à l'égard du gouvernement qui dure depuis plus d'un an. Ces fermetures ressemblent de plus en plus à une offensive totale contre la liberté d'expression. »

Velija Ramkovski a été emprisonné en décembre 2010 pour infractions fiscales et est connu pour être le propriétaire de médias critiques à l'égard du Premier ministre Nikola Gruevski, et en particulier d'A1, la chaîne télévisée la plus regardée du pays.

Le gouvernement a demandé aux médias de son groupe de payer 10 millions d'euros d'arriérés d'impôts, sans quoi ils s'exposaient à une fermeture ; il a par ailleurs rejeté leurs demandes visant à obtenir l'autorisation de payer en plusieurs versements. On craint qu'A1 soit le prochain média contraint par les autorités à suspendre ses activités.

Les menaces de fermeture planant sur les journaux de Velija Ramkovski plus tôt cette année ont conduit les députés de l'opposition à quitter le Parlement. Le gouvernement a convoqué une élection en juin, qu'il a remportée.

« Nous craignons que le gouvernement du Premier ministre Nikola Gruevski utilise son nouveau mandat pour poursuivre ses tentatives visant à isoler, marginaliser et contraindre au silence les médias le critiquant », a ajouté Nicola Duckworth.

Des journalistes macédoniens se plaignent régulièrement de l'ingérence du gouvernement dans leur travail, prenant la forme d'exclusions lors de conférences de presse, de procès en diffamation ou encore de menaces de mort.

La Macédoine souhaite devenir un membre de l'Union européenne à part entière.

« L'UE doit rappeler au gouvernement macédonien qu'il faut, pour devenir membre, respecter les droits humains fondamentaux tels que le droit à la liberté d'expression », a conclu Nicola Duckworth.

« La liberté des médias est au cœur du droit de tous à la liberté d'expression, qui recouvre la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce. »